

La FA auditionnée au Sénat dans le cadre de la mission de réflexion sur l'évolution de la Fonction publique territoriale

Le mercredi 23 mai, Mme la sénatrice Catherine Di Folco auditionnait la FA et les 4 autres organisations syndicales représentatives dans la Fonction publique territoriale en vue de préparer la prochaine Conférence nationale des territoires.

Caroline Charruyer et Bruno Collignon représentaient la FA-FPT à cette occasion.

C'est à partir d'un questionnaire balayant l'ensemble des sujets qui concernent la FPT¹ que nous avons formulé nos remarques et propositions, pour que le service public de proximité et les 1,9 millions d'agentes et d'agents du versant territorial (stagiaires, titulaires, contractuel·le·s de droit public et privé) qui l'incarnent soient considéré·e·s à leur juste valeur.

Ainsi la contribution¹ de la FA a porté sur :

- notre participation au programme « Action publique 2022 » (Q1)
- notre opposition à la suppression arbitraire des 70 000 postes prévue par le gouvernement (Q2)
- notre soutien à la proposition formulée par le président du CSFPT de créer une Fédération nationale des employeurs territoriaux (Q3)
- notre volonté de réduire le régime indemnitaire au profit du traitement indiciaire (Q4-12-19)
- notre engagement pour que le CSFPT, le CNFPT et les centres de gestion renforcent leur place au sein de la FPT (Q5-6-7)
- notre attachement au dialogue social et aux instances représentatives : CT - CHSCT - CAP (Q8-9)
- notre refus catégorique de donner davantage de marges de manœuvre aux managers de proximité (Q11)
- notre souhait de voir fusionner le cadre d'emplois des adjoint·e·s techniques territoriaux·ales des établissements d'enseignement avec celui des adjoint·e·s techniques territoriaux·ales de la filière technique (Q14)
- notre opposition au dispositif « plan de départ volontaire » tel qu'envisagé par le gouvernement (Q16)
- notre refus de l'accroissement du recours au contrat et notre volonté d'améliorer et de prolonger le plan de titularisation dit « Sauvadet » (Q17-18)
- notre volonté de voir l'engagement de tous les personnels exerçant leurs missions dans des territoires sensibles reconnus, y compris pour les sapeurs-pompiers professionnels (Q20)

- notre attachement au développement de l'apprentissage (Q25)
- notre volonté de voir enfin s'ouvrir le dossier de la prise en compte de la pénibilité (Q29)
- notre exigence quant à la participation des employeurs publics à la protection sociale complémentaire - santé et prévoyance (Q32)
- notre souhait que soit créé un établissement public national de formation et de gestion (Q33)

Caroline Charruyer et Bruno Collignon se tiennent à votre disposition pour toute précision sur cette audition.

**Autonome, progressiste, solidaire,
à la FA un autre syndicalisme est possible !**

¹ Les éléments détaillés de notre contribution sont en ligne sur le site de la **FA**